

MacDonald, Brian (Ed.). *War in the Eighties : Men Against High Tech*. Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 1983, 166 p. ISBN : 0-919769-13-6

Hélène Galarneau

Volume 14, numéro 4, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701612ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701612ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Galarneau, H. (1983). Compte rendu de [MacDonald, Brian (Ed.). *War in the Eighties : Men Against High Tech*. Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 1983, 166 p. ISBN : 0-919769-13-6]. *Études internationales*, 14(4), 874–875. <https://doi.org/10.7202/701612ar>

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Hélène Galarneau*

FARER, Tom J. (Ed.). *Toward a Humanitarian Diplomacy: A Primer for Policy*. New York, New York University Press, 1980, 245p. ISBN: 0-8147-2565-1

L'entrée de Jimmy Carter à la Maison Blanche et son engagement à promouvoir le respect des droits de l'homme sur la scène internationale a suscité l'enthousiasme de nombreux Américains. L'éditeur de cet ouvrage est l'un de ceux qui ont été emballés par la réapparition des idéaux américains dans le discours officiel et par la fin de l'ère Kissinger, « *that cynical, ruthless child of Europe* » (p. ix). Mais faire des droits de l'homme un déterminant de la politique étrangère n'est pas une tâche facile, comme le montrent les hésitations et les contradictions du régime Carter. Les possibilités – en terme de définition des objectifs et des moyens de les atteindre – de mener une « diplomatie humanitaire » et les obstacles auxquels se heurte une telle entreprise, indépendamment de l'administration au pouvoir, font l'objet des deux premiers chapitres du livre. Trois auteurs présentent ensuite, chacun dans une perspective différente, autant d'études de cas consacrées au bilan de la politique américaine envers l'Afrique du Sud, l'Iran et la Corée dans le domaine des droits de l'homme.

GOLBERT, Albert S. et NUN, Yenny. *Latin American Laws and Institutions*. New York, Praeger Publishers, 1982, 591p. ISBN: 0-03-060233-5

Voici un livre imposant, tant par son volume que par l'étendue de son sujet. Écrit par deux juristes, l'une latino-américaine, l'autre américain, *Latin American Laws and Institutions* expose les fondements et l'évolution du droit et des institutions politiques en

Amérique latine. Des chapitres sont donc consacrés à la tradition juridique de l'Amérique hispanique, à l'histoire et à la pratique du droit constitutionnel, au droit international public – y compris le droit de la mer – et privé, et au droit du travail. Les auteurs se sont aussi penchés sur les efforts d'intégration économique régionale entrepris en Amérique du Sud et sur la question importante des nationalisations. Tout au long de l'ouvrage, une large place est faite aux relations avec les États-Unis, depuis la doctrine de Monroe jusqu'à l'administration Reagan. Golbert et Nun croient que le manque de communication a constitué le principal problème de ces relations et ils espèrent que leur travail contribuera à mieux faire comprendre la tradition et la spécificité latino-américaines et à combler ainsi le fossé qui sépare les mentalités nord et sud-américaines.

MACDONALD, Brian (Ed.). *War in the Eighties: Men Against High Tech*. Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 1983, 166p. ISBN: 0-919769-13-6

Cet ouvrage rapport les actes du douzième séminaire sur les problèmes stratégiques du Canadian Institute of Strategic Studies de Toronto. Des participants du milieu universitaire, des ministères canadien et américain de la Défense et de l'Industrie se sont penchés à cette occasion sur l'étude de l'environnement stratégique de l'avenir, notamment des développements technologiques dont il faut tenir compte dans l'élaboration des politiques de défense nationales. Les participants croient que les conflits internationaux des années 90 se feront sur un champ de bataille où s'affronteront des troupes nombreuses et bien entraînées, soutenues par l'aviation et équipées d'armements à la fine pointe des développements technologiques.

L'ouvrage s'ouvre sur une analyse de la guerre des Malouines, qui a attiré l'attention du grand public sur les nouveaux systèmes d'armement. Il aurait été intéressant, comme l'affirme George Bell en conclusion du sémi-

* Documentaliste au CQRI

naire, de voir la discussion s'élargir à l'utilisation des armements dans le cadre du conflit irano-iraquien ou des opérations du Liban. Du conflit anglo-argentin, on retient surtout qu'en définitive, il n'a pas constitué une confrontation entre les hommes et la haute technologie. La bataille s'est terminée à la baïonnette, non à l'Exocet, et les leçons les plus importantes qu'on en retire se situent d'abord au niveau de l'organisation des forces armées – la coordination et la coopération des trois corps d'armes jouant un rôle important –, de l'entraînement des troupes, du leadership et de la motivation des combattants. La haute technologie détermine certes les besoins en équipement des années 90. Des chapitres examinent les ressources humaines et matérielles dont dispose le Canada pour participer à la course au développement technologique. Par ailleurs, l'étude de l'impact des nouveaux systèmes d'armement sur les besoins en personnel militaire révèle surtout l'importance de troupes plus nombreuses. De plus, des forces conventionnelles en nombre suffisant constituent l'alternative à l'escalade nucléaire. Le Canada devra s'attaquer à cette question et les analystes déplorent l'inexistence d'une politique de recrutement national au Canada, d'un plan adéquat de mobilisation ou de forces de réserves prêtes au combat. Enfin, un représentant de l'armée américaine expose les changements qu'impose l'utilisation des nouveaux systèmes d'armements à la doctrine de guerre conventionnelle des États-Unis.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. Investissement international et entreprises multinationales: Réexamen de la Déclaration et des Décisions de 1976. Paris, OCDE, 1979, 72p. Contrôle et obstacles aux investissements directs de l'étranger dans les pays membres de l'OCDE. Paris, OCDE, 1982, 39p.

Voici deux documents d'information de l'OCDE sur les mesures prises par l'organisation pour renforcer la coopération entre les pays membres dans le domaine des investissements étrangers. Le premier publie les résultats

du réexamen, par le Conseil de l'OCDE en 1979, des décisions prises en 1976 dans le cadre de la déclaration des ministres sur l'investissement international et les entreprises multinationales. La déclaration comprenait trois volets complémentaires destinés à offrir un cadre à la coopération des membres dans ce domaine: des principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, des instruments sur le traitement national des entreprises sous contrôle étranger et des instruments relatifs aux stimulants et obstacles aux investissements internationaux. Cinquante des soixante-douze pages du document sont constituées du rapport du Comité de l'Investissement International et des Entreprises Multinationales de l'OCDE, qui dresse le bilan de l'application, dans les pays membres, des principes agréés en 1976.

La seconde publication expose les résultats des travaux d'un autre comité de l'OCDE, le Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles. Ce comité a mené une enquête sur la législation, la réglementation et les pratiques administratives des pays membres concernant l'investissement direct de l'étranger. Contrôles et obstacles sont présentés pays par pays sous forme de tableaux qui donnent une image de la situation à la fin juin 1981. Le Comité actualisait ainsi une précédente étude sur le même sujet publiée en 1979.

STEIN, Arthur A. *The Nation at War*. Baltimore (Mar.), The John Hopkins University Press, 1980, 167p. ISBN: 0-8018-2441-9

Arthur Stein s'intéresse ici à l'étude des conséquences des guerres sur l'organisation intérieure de l'État. Selon lui, la guerre devrait être considérée au même titre que n'importe quelle autre politique publique, et la décision de s'y engager évaluée en terme de coûts/bénéfices. Une meilleure connaissance des effets de la guerre pourrait, sinon dissuader les dirigeants de s'y engager, du moins leur permettre de prévoir et de minimiser les changements non désirés qu'entraîne inévitablement à l'intérieur du pays la mobilisation